

Inquiétudes face au démon du jeu



05.02.2019

Depuis janvier, les casinos ne sont plus tenus de collaborer avec les services spécialisés dans la prévention. Ces derniers, à l'occasion de la sortie du rapport annuel sur les addictions, tirent la sonnette d'alarme

SEVAN PEARSON

Jeux d'argent » «C'est la fin d'un système qui avait fait ses preuves. L'ancienne loi favorisait les contacts entre casinos et spécialistes de l'addiction. Désormais, il y a le risque que les maisons de jeu se coupent de nombreuses compétences dans le domaine.» A l'image de Jean-Félix Savary, secrétaire général du Groupe romand d'études des addictions (GREAA), les milieux de la prévention sont inquiets en Suisse, à la suite de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur les jeux d'argent le 1er janvier dernier.

Le rapport annuel *Panorama des addictions 2019*, publié hier par Addiction Suisse, souligne que depuis «le début de cette année, les casinos ne sont plus tenus de collaborer avec les services spécialisés en matière d'addiction pour élaborer un programme de mesures sociales». Les nouvelles conditions-cadres créent pourtant une relation asymétrique entre l'industrie du jeu, générant 1,7 milliard de francs de produit brut par année, et des milieux de la prévention, disposant d'un peu plus de 4,8 millions de francs, à entendre Jean-Félix Savary.

Sur une base volontaire

Les maisons de jeu en ont-elles profité pour couper les ponts avec la prévention? Ce n'est du moins pas le cas du Casino Barrière à Courrendlin (JU), l'un des rares ayant répondu à nos sollicitations. Julie Jelassi-Réat, psychologue et responsable des mesures sociales, reconnaît qu'il y a un changement depuis le 1er janvier. «Ce qui est nouveau, c'est que nous devons nous référer à un service spécialisé reconnu par le canton, lorsqu'une personne demande la levée de son exclusion des casinos. Nous avons profité de ce changement de loi pour élargir notre collaboration avec Addiction Jura.» Et de reconnaître que ce partenariat se fait sur une base volontaire.

Pour Beat Vonlanthen, conseiller aux Etats (pdc, FR) et président de la Fédération suisse des casinos, «les maisons de jeu ont toujours collaboré de manière constructive avec les services spécialisés en matière d'addiction. Elles le feront également à l'avenir, même sans obligation formelle de la loi.» Et de rappeler que les casinos sont les entreprises les plus sévèrement contrôlées par la Commission fédérale des maisons de jeu (CFMJ).

La CFMJ doit appliquer la loi sur les jeux d'argent, acceptée le 29 septembre 2017 par le parlement et entrée en vigueur début 2019. Ses tâches sont multiples et comprennent avant tout la surveillance des établissements et la lutte contre les pratiques illégales. Dans les faits, les casinos sont chargés de prendre des mesures de protection contre l'addiction aux jeux d'argent et doivent nommer un responsable de ce domaine. Ils sont tenus de soumettre un concept qui présente les mesures adoptées à la CFMJ pour validation.

Pour limiter la casse parmi les 76 000 joueurs considérés comme excessifs sur un total de 1,15 million d'adeptes aux jeux d'argent, les casinos recourent à l'exclusion des personnes à risque, qu'ils inscrivent sur un registre national. Selon le rapport, à la fin 2017, 53 920 joueurs avaient été interdits d'accès, soit 3658 de plus que l'année précédente. Ce sont soit les maisons de jeu qui font la démarche – dans le cas de surendettement ou de sommes mises sans rapport avec le revenu ou la fortune des joueurs –, soit les intéressés eux-mêmes, de manière volontaire.

«Les hommes sont davantage touchés que les femmes dans l'addiction aux jeux d'argent», observe Antoine Bays, chargé de prévention auprès de l'association REPER Fribourg. L'expert note également que les seniors constituent une population à risque. «Le passage à la retraite ou la perte d'un conjoint peut contribuer à une forme de désocialisation. Le jeu d'argent devient alors un moyen de créer des relations sociales, avec tous les risques que cela implique.»

Des jeux en ligne

Il n'y a pas que les retraités qui constituent une population vulnérable. «On constate que les adolescents et les jeunes adultes sont aussi concernés. L'illusion de pouvoir gagner de l'argent, et rapidement, de surcroît, augmente l'attrait de ces jeux», poursuit Antoine Bays. En cause? Notamment l'essor des jeux en ligne.

Si la Suisse possède une certaine expérience dans la prévention au sein des casinos, les jeux d'argent sur la toile constituent un nouveau défi. Dès le mois de juillet, seuls ceux gérés par des casinos basés en Suisse seront autorisés, tandis que ceux gérés par des entreprises basées à l'étranger seront bloqués. «Il est malheureusement facile de contourner ce genre d'interdiction», déplore Antoine Bays.

Maria Saraceni, porte-parole de la CFMJ, tempère: «Les établissements seront chargés de contrôler les joueurs, afin notamment d'éviter que des personnes exclues dans les maisons de jeu puissent jouer en ligne.»

Trois questions à Antoine Bays

Pourquoi est-il important de prendre en charge les joueurs excessifs?

Parce qu'il y a d'abord des dégâts humains. L'addiction au jeu peut mettre en péril les études, le travail ou encore accroître le risque d'actes délictueux tels que des détournements de fonds. Certains accumulent de grosses difficultés financières. La dette moyenne des joueurs en traitement s'élève à 257 000 francs. Il y a aussi les coûts sociaux de ces excès qui oscillent entre 551 et 638 millions de francs par année, sous forme de dépenses de santé supplémentaires, de perte de productivité et de diminution de la qualité de vie. Le problème, c'est que seuls 5% des personnes concernées par l'addiction aux jeux d'argent font appel aux organismes de prévention et d'aide.

Comment expliquer un si faible pourcentage?

C'est une forme de dépendance qu'il est relativement facile à dissimuler et qui implique souvent du déni. Les joueurs excessifs attendent pour la plupart des années avant de demander de l'aide. De fait, les conséquences sont en général très lourdes pour l'entourage du joueur une fois le problème découvert. Il faut savoir que près de 1,1% de la population suisse est concernée par le jeu excessif. Une étude concernant Fribourg montre que les apprentis sont environ deux fois plus touchés que les gymnasiens, peut-être parce qu'ils disposent d'un petit revenu qu'ils peuvent miser.

Y a-t-il plus de risque d'addiction avec les jeux en ligne?

Oui. Les jeux en ligne, mais aussi les jeux du type Tactilo ou machines à sous, ont un haut potentiel de risque pour le jeu excessif. Cela en raison de la vitesse du jeu, de l'accessibilité et de la fréquence des récompenses qui conditionnent le joueur à poursuivre la pratique. Dans le cas des lotos et de la loterie, il y a moins de risques car les récompenses sont plus espacées et ces jeux sont délimités par un cadre temporel. Les mécanismes des jeux, comme le fonctionnement réel des machines, sont mal connus. Chez les joueurs, ceci va générer de fausses croyances dans lesquelles ils peuvent s'enfermer. Par exemple le fait d'espérer regagner les sommes perdues. **SP/TJ**

Des produits addictifs à chaque coin de rue

Avec sa réglementation libérale et son pouvoir d'achat élevé, la Suisse offre des conditions idéales pour la vente et la consommation de substances psychoactives. Addiction Suisse s'est intéressé à la dynamique de ces marchés dans son panorama des addictions 2019.

«Alcool, cigarettes et autres produits contenant de la nicotine, jeux d'argent, drogues illégales... On peut rapidement et facilement se procurer tout cela dans les villes», selon le dernier panorama des addictions publié hier. Les substances illégales sont omniprésentes et pour les produits légaux, ils sont disponibles «24 heures sur 24 presque à chaque coin de rue», regrette Addiction Suisse.

Chaque année, les problèmes liés aux dépendances entraînent plus de 11 000 décès et des coûts de l'ordre de 14 milliards de francs. Addiction Suisse, centre national de recherche dans le domaine de la santé, appelle donc les politiciens, les acteurs de la santé et les autorités à s'intéresser davantage à la dynamique de ces marchés. **ATS**